

## Patrice Gahungu avait porté plainte devant le comité de l'ONU contre la torture

Jeune Afrique, 10 septembre 2015 Burundi : l'opposant assassiné avait porté plainte contre le gouvernement de Nkurunziza II Patrice Gahungu avait porté plainte en 2012 contre le gouvernement burundais devant le comité des Nations unies contre la torture. Avec l'aide de l'ONG Trial, l'opposant assassiné dans la nuit de lundi à mardi avait dénoncé les tortures que lui avaient infligées les agents du Service national de renseignement. Patrice Gahungu devait être indemnisé par le gouvernement burundais. Le porte-parole pour la paix et la démocratie (UPD), exécuté le 7 août devant chez lui par les hommes non identifiés, avait porté plainte devant le comité des Nations unies contre la torture pour des sévices infligés en 2010.

Peu après l'élection présidentielle de 2010, boycottée par la majeure partie de l'opposition, Patrice Gahungu et amené au Service national de renseignement où il sera torturé pendant près d'une semaine selon ses proches. À la fin de sa détention, il était méconnaissable, a confié à Jeune Afrique Pasteur Mpawenayo, conseiller politique de l'Union pour la paix et le développement (UPD). Accusé d'atteinte à la sûreté intérieure de l'État transféré à la prison centrale de Mpimba à Bujumbura. C'est en 2012, aidé par son avocat et par l'ONG Track Always (Trial), que l'ancien coordinateur national de la police judiciaire introduit une plainte contre le gouvernement devant le comité des Nations unies contre la torture. Le gouvernement burundais n'ayant pas vraiment réfuté les accusations, le comité a fini par trancher en faveur du plaignant, selon son avocat. « Le comité a bien analysé la plainte et la défense de Bujumbura. En même temps, l'état ne s'était pas réellement défendu », confie Me Pr Niyoyankana, avocat de l'opposant. Les autorités burundaises préfèrent ne pas s'exprimer sur cette question. Le burundais affirme néanmoins que le motif principal de l'assassinat de Patrice Gahungu est directement lié au troisième mandat du président Nkurunziza. « Le porte-parole de l'UPD s'était fait remarquer ces derniers jours par des positions sur les exactions commises par la police nationale », ajoute Niyoyankana. Les menaces et les filatures sont devenues le quotidien des cadres du parti. Depuis l'assassinat du président de l'UPD, Zedi Feruzi, le 23 mai dernier, les cadres de ce parti ont pour la plupart fui le pays et ceux qui restent affirment subir des menaces régulières. « Sur cinq membres du bureau exécutif, deux ont été tués dans les attentats ciblés, deux autres ont quitté le pays. Je suis seule qui reste au Burundi mais je suis constamment suivie en filature par des véhicules que je ne reconnais pas. Je ne sais pas si je vais le supporter longtemps », avoue Marina Barampama, secrétaire générale du parti.